

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE
N° 0086391CD /AON6/MINJUSTICE/CIPM/2025 DU 29 AOÛT 2025

POUR L'ACQUISITION DU MATERIEL INFORMATIQUE POUR LES JURIDICTIONS, DU MATERIEL COURANT INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE POUR LES SERVICES CENTRAUX DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES EQUIPEMENTS POUR LA SALLE D'AUDIENCES DU PALAIS DE JUSTICE DE MFOU.

Financement: Budget du Ministère de la Justice

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'amélioration des conditions de travail, le Ministre d'Etat, Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, lance pour le compte du Ministère de la Justice, un Appel d'Offres National Ouvert en vue de l'acquisition, du matériel informatique pour les juridictions, du matériel courant informatique et bureautique pour les services centraux du Ministère de la Justice et des équipements pour la salle d'audiences du Palais de Justice de Mfou.

2. Consistance des prestations

La consistance des prestations porte sur l'acquisition, le transport jusqu'au lieu de livraison des effets, suivant les lots ci-après :

Lot 1 : Matériel informatique pour les juridictions ;

Lot 2 : Matériel courant informatique et bureautique pour les services centraux du Ministère de la Justice;

Lot 3 : Equipements de la salle d'audiences du Palais de Justice de Mfou.

3. Délais prévisionnels et lieu de livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'ouvrage pour la livraison des prestations objet du présent appel d'offres est de :

Lot 1 : Mobilier de bureaux et matériel informatique quarante-cinq (45) jours ;

Lot 2 : Matériels courants informatiques et bureautiques des services centraux (45) jours ;

Lot 3 : Equipements de la salle d'audiences du Palais de Justice de Mfou trois (3) mois.

4. Allotissement

Le présent Appel d'Offres comporte trois (3) lots à savoir.

Lot 1 : Acquisition du mobilier de bureau et du matériel informatique pour les juridictions ;

Lot 2 : Acquisition matériel courant informatique et bureautique pour les services centraux du Ministère de la Justice;

Lot 3 : Acquisition des équipements de la salle d'audiences du Palais de Justice de Mfou.

5. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel est de :

Lot 1 : quatre-vingt millions (80 000 000) FCFA TTC ;

Lot 2 : trente-trois millions cent mille (33 100 000) FCFA TTC ;

Lot 3 : trente millions (30 000 000) FCFA TTC.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte aux entreprises nationales spécialisées dans le domaine de l'ameublement et de l'informatique.

7. Financement

Les équipements objets du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget du Ministère de la Justice, Exercice 2025.

Imputation :

Lot 1 et 3: 49 08 050 01 340010 524119 ;

Lot 2 : 49 08 050 01 340010 524119.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est le mode en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main, délivré par un organisme ou une institution financière agréé par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des Marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO, et dont le montant s'élève à :

Lot 1 : un million six cent mille (1 600 000) FCFA ;

Lot 2 : six cent soixante-deux mille (662 000) FCFA ;

Lot 3 : six cent mille (600 000) FCFA .

Il est valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. Il doit être assorti d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et de Consignations (CDEC). L'absence du cautionnement de soumission délivré par une banque de premier ordre ou d'un organisme de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des Marchés publics, entraîne le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales (DAG) du Ministère de la Justice, au Service des Marchés Publics, Porte 410, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales (DAG) du Ministère de la Justice, au Service des Marchés Publics, Porte 410, dès publication de l'avis contre versement d'une somme non remboursable de soixante mille (60 000) FCFA représentant les frais d'achat du DAO, payable au trésor public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

La soumission se fait exclusivement en ligne, l'offre rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 17 SEPT 2025 date limite de réception des offres à 12 heure limite.

Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible, (copie de sauvegarde) en plus de la mention Avis d'Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence N° 000039/AONO/CIPM/MINJUSTICE/2025 du 9 AOÛT 2025 pour l'acquisition du matériel informatique pour les juridictions, du matériel courant informatique et bureautique pour les services centraux du Ministère de la Justice et des équipements pour la salle d'audiences du palais de justice de Mfou, dans les délais impartis pour la soumission en ligne.

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 Méga Octets (MO) pour l'Offre administrative ;
- 15 (MO) pour l'Offre technique ;
- 5 (MO) pour l'Offre financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

En cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS, le défaut de présentation des copies de sauvegarde entraînera l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné.

N.B : L'original physique du Cautionnement de soumission et la quittance d'achat du DAO doivent parvenir sous plis fermé au Ministère de la Justice, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics porte 410, dans les délais de la soumission en ligne

13. Recevabilité des offres

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- les plis parvenus postérieurement aux date et heure limite de dépôt ;
- les plis non-conformes au mode de soumission ;
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des Marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et a lieu le 17 SEPT 2025 à 13 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du Ministère de la Justice dans la salle des Conférences du Ministère de la Justice sise au troisième étage du bâtiment central.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces requises du dossier administratif doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (3) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de d'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 h accordé par la Commission l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1: Critères éliminatoires

15.1.1 : Critères liés à l'offre administrative

1. Absence du cautionnement de soumission ;
2. non -production au-delà du délai de 48h d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);
3. fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces.

15.1.2 : Critères liés à l'offre technique

1. non-respect de 80% des critères essentiels (12 OUI renvoyant au seuil de qualification des offres techniques) sur 15 (15 OUI renvoyant au nombre total de critères essentiels) ;
2. absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des prestations au cours des trois dernières années ;
3. absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
4. absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
5. absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
6. absence de prospectus accompagné des fiches techniques du fabricant, le cas échéant ;
7. non-respect de l'une des spécifications techniques majeures indiquées dans le Descriptif des fournitures du présent DAO, le cas échéant ;
8. absence de la capacité de préfinancement ;
9. Non-respect du format de fichiers des offres.

15.1.3 Critères liés l'offre financière

- 1- fausse déclaration, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- 2- absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- 3- absence d'un élément de l'offre financière (soumission, Bordereau des Prix Unitaires, Devis Quantitatifs et Estimatifs et sous détail de prix).

15.1.4 Critères éliminatoires d'ordre général

- 1- non-respect du format de fichier des offres ;
- 2- non-production du CCAP paraphé sur chaque page et signé assorti de la mention lu et approuve ;
- 3- absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois (3) dernières années.

15.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des fournisseurs porteront à titre indicatif sur:

- la présentation de l'offre ;
- les références du soumissionnaire ;
- les Moyens logistiques ;
- le Chiffre d'affaires ;
- le service après-vente (disponibilité des pièces de rechange, atelier de réparation, personnel technique) ;
- les qualifications du personnel ;
- la méthodologie d'exécution de la livraison.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribue le Marché au soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'offres, qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins disante, après application des remises proposées le cas échéant.

17. Nombre maximum de lots :

Un candidat peut soumissionner pour tous les lots, mais ne peut être attributaire de plus d'un lot.

Au cas où un soumissionnaire serait le moins disant pour plus d'un lot, le Maître d'Ouvrage lui attribuera un lot selon les conditions prévues dans le RPAO

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant soixante 60 jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère de la Justice, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics porte 410 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

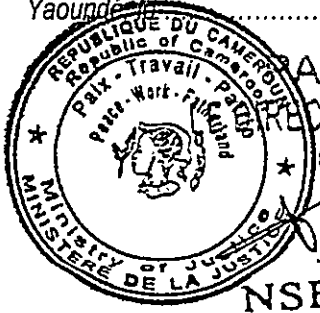
20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48 ou le MO au numéro 222 239 063

Copies :

- MINMAP;
- ARMP;
- Présidente CIPM;
- SOPECAM.

29 AOÛT 2025
Yaoundé



PAR ORDRE
DIRECTEUR DES AFFAIRES
GÉNÉRALES

NSENG-ELANG
Marie Claire Dieudonnée
Magistrat H H 1^{er} Groupe

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER UNDER URGENT PROCEDURE
No...../AONO/MINJUSTICE/CIPM/2025 OF **29 AOUT 2025**

FOR THE PURCHASE OF COMPUTER HARDWARE FOR COURTS, STANDARD COMPUTER AND OFFICE EQUIPMENT FOR CENTRAL SERVICES OF THE MINISTRY OF JUSTICE, AND EQUIPMENT FOR THE COURTROOM OF THE MFOU COURTHOUSE

Financing: Budget the Ministry of Justice

1. Subject of the Invitation to Tender

In order to improve on the working conditions, the Minister of State, Minister of Justice, Keeper of the Seals, hereby launches on behalf of the Ministry of Justice an open national invitation to tender for the purchase of computer hardware for courts, standard computer and office equipment for central services of the Ministry of justice and equipment for the courtroom of the Mfou Courthouse.

2. Scope of Works

The works include the purchase, transport to the delivery location of items, following the lots below:

Lot 1: Computer hardware for court;

Lot 2: Standard computer and office equipment for central services of the Ministry of justice;

Lot 3: Equipment for the courtroom of the Mfou Courthouse.

3. Estimated execution deadline and delivery location

The execution deadline set by the Project Owner for the delivery of items of this Invitation to Tender shall be:

Lot 1: Office furniture and computer hardware forty-five (45) days;

Lot 2: Standard computer and office equipment for central services forty-five (45) days;

Lot 3: Equipment for the courtroom of the Mfou Courthouse tree (3) months.

4. Allotment

The works of this Invitation to Tender shall comprise three (3) lots.

Lot 1: Purchase of office furniture and computer hardware for courts;

Lot 2: Purchase of standard computer and office equipment for central services of the Ministry of justice;

Lot 3: Purchase of equipment for the courtroom of the Mfou Courthouse.

5. Estimated cost

The estimated cost shall be as follows:

Lot 1: CFAF eighty million (80,000,000), all taxes included;

Lot 2: CFAF thirty-three million one hundred thousand (33,100,000), all taxes included;

Lot 3: CFAF thirty million (30,000,000), all taxes included;

6. Participation and origin

Participation in this Open National Invitation to Tender is open to national firms specialised in furniture and computer equipment.

7. Financing

Equipment of this Invitation to Tender are financed by the Budget of the Ministry of Justice for the 2025 Financial Year, Budget line No. :

Lot 1 and 3: 49 08 050 01 340010 524119;

Lot 2: 49 08 050 01 340010 524119.

8. Bidding

Within the framework of this invitation to tender, bids shall be submitted online.

9. Bid Bond

Each bidder shall add to administrative documents, a hand-signed and stamped provisional guarantee issued by a financial

institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bid bonds within the framework of public contracts, a list of which appears in document No. 14 of the Tender File amounting to:

Lot 1: CFAF one million six hundred thousand (1,600,000);

Lot 2: CFAF six hundred and sixty-two thousand (662 000);

Lot 3: CFAF six hundred thousand (600,000).

It shall be valid for a period of thirty (30) days beyond the original date of validity of tenders with a consignment receipt issued by the Deposit and Consignment Fund. Any offer lacking a bid bond issued by a first-class banking institution authorised by the Ministry in charge of Finance to issue bid bonds within the framework of public contracts shall be rejected. Any bid bond submitted, but having no connection with the invitation to tender shall be considered as not having being submitted. Any bid bond submitted by a bidder during the tender opening session shall be rejected.

10. Consultation of Tender File

The hard copy of the Tender File can be consulted free of charge at the Department of General Affairs (DAG) of the Ministry of Justice, Public Contracts Service, Room 410, upon publication of this tender notice.

It can also be consulted online on the COLEPS platform on <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.amp.cm).

11. Acquisition of Tender File

The hard copy of the Tender File can be obtained during working hours at the Department of General Affairs of the Ministry of Justice, Public Contracts Service, Room 410, upon publication of this tender notice and upon presentation of a payment receipt, into the Public Treasury, of a non-refundable fee of CFAF sixty thousand (60,000) for the purchase of the tender file.

It is also possible to freely download the digital version of the file on <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>. However, bidders must pay the tender file purchase fee to bid online.

12. Submission of bids

Bids shall be submitted online exclusively. Each bid drafted in English or French shall be submitted on the COLEPS platform latest on **17 SEP 2025** deadline for the submission of bids at **12.00 PM**.

A back-up copy of the bid saved in a USB drive or a CD/DVD shall be forwarded in a sealed envelope bearing the information "back-up copy" written in clear and legible way, as well as Open national invitation to tender under urgent procedure No. **000 000 000** AONO/MIN JUSTICE/CIPM/2025 of **9 AUG 2025** for the purchase of computer hardware for courts, standard computer and office equipment for central services of the ministry of justice, and equipment for the courtroom of the Mfou Courthouse, within the prescribed deadline for online bidding.

File size and format

For online bidding, the documents to be submitted on the platform shall have the following maximum sizes:

- 5 MO for the administrative offer;
- 15 MO for the technical offer;
- 5 MO for the financial offer.

The following formats shall be accepted:

- PDF for texts;
- JPEG for images.

Where necessary, each candidate shall make sure to use a file compression software to reduce the size of files to be forwarded. In case of malfunctioning of the COLEPS platform, failure to present the back-up copy shall lead to the rejection of the bid of the candidate concerned.

N.B : The original hard copy of the bid bond and of the tender file purchase receipt shall be sent within the online submission deadline in a sealed envelope at the Department of General Affairs, Public Contracts Service, Room 410.

13. Tender Compliance

The following shall be rejected by the Project Owner:

- bids bearing the identity of the bidder;
- bids submitted after the deadline;
- bids not in compliance with the submission method;
- bids not bearing information on the invitation to tender.

Any offer not in keeping with tender requirements shall be rejected. Especially, any offer lacking a bid bond issued by a financial institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bid bonds within the framework of public contracts or failure to comply with the models of the Tender File documents shall be rejected without any remedy. Any bid bond submitted, but having no connection with the invitation to tender shall be considered as not having being submitted.

14. Opening of bids

Tenders shall be opened in a single phase at the Conference Room of the Ministry of Justice, located at the third floor of the main building, on ~~17 SEP 2015~~ ~~12 PM~~ by the Ministry's Tender Board.

Only bidders or their duly mandated representatives, even in the case of a group of firms, shall attend this opening session.

In keeping with the requirements of the Special Tender Regulation and under pain of rejection, documents of the administrative file shall be submitted in originals or certified true copies by the issuing service or the competent administrative authority. They shall be less than three (3) months from the initial date of submission of bids or be established before the date of signature of the invitation to tender.

In case of absence or non-compliance of a document of the administrative file during the tender opening session, after a deadline of 48 hours granted by the Board, the offer shall be rejected.

15. Evaluation criteria

15.1: Eliminary criteria

15.1.1 : Administrative documents

1. Absence of the bid bond;
2. failure to submit a document of the administrative file deemed non-compliant or lacking during the tender opening session, beyond the deadline of 48 hours (except the bid bond).
3. false declarations, fraudulent schemes, or forged documents.

15.1.2 : Technical offer:

1. Failure to meet 80% of essential criteria (12 YES referring to qualification threshold of the technical offer) over 15 (15 YES referring to the total number of the essential criteria)
2. Absence of a sworn statement of non-abandonment in the provision of services during the past three years.
3. Absence of a dated and signed integrity charter;
4. Absence of a declaration of commitment to respect environmental and social clauses;
5. Absence of a quantified unit price in the financial offer;
6. Absence of a leaflet with the manufacturer's technical information sheets, where applicable;
7. Non-compliance with any of the major technical specifications indicated in the Description of Supplies in this tender file, where applicable;
8. Absence of an attestation indicating capacity to pre-finance
9. Non-compliance with the format of offers

15.1.3 Financial offer:

- 1- False declarations, fraudulent schemes, or forged documents;
- 2- Absence of a quantified unit price in the financial offer;
- 3- Absence of an element of the financial offer (bid, unit price schedule, bill of quantities, cost estimate, and detailed breakdown of prices).

15.1.4 General eliminary criteria

- 1- Non-compliance with the format of offers
- 2- Absence of the Specific Administrative Clauses (CCAP) with each page initialled and signed by the bidder, with the inscription "read and approved";
- 3- Absence of a sworn statement of non-abandonment in the provision of services during the past three years.

15.2: Essential criteria:

These essential criteria for the qualification of bidders shall eventually include:

- presentation of the offer;
- references of the bidder;
- logistics
- turnover
- after-sales service (availability of spare parts, repair shop, technical staff);
- qualification of personnel;
- methodological organisation and planning.

16. Contract award

The Project Owner shall award the contract to the bidder whose offer will have been established as compliant with the tender file, who has the required technical and financial capacity to execute the contract in a satisfactory way and whose offer shall be evaluated as the lowest after applying the suggested discounts where necessary.

file, who has the required technical and financial capacity to execute the contract in a satisfactory way and whose offer shall be evaluated as the lowest after applying the suggested discounts where necessary.

17. Maximum number of lots:

A candidate may bid for all lots, however they will only be awarded a single lot.

In the event that a bidder is the lowest bidder for more than a lot, the Project Owner will award them a single lot in accordance with the conditions set out in the RPAO.

18. Tender validity

Bidders shall be bound by their tenders for a period of sixty (60) days with effect from the tender submission deadline.

19. Additional information

Additional information may be obtained during working hours at the Ministry of Justice, Department of General Affairs, Public Contracts Service, Room 410 or online on the COLEPS platform on <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

20. Fight against corruption and poor practices

For any complaint relating to corruption or poor practices, please call CONAC using 1517 or call or text a message to the Ministry of Public Contracts (MINMAP) using the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48 or the Project Owner to 222 239 063

Copies:

- MINMAP;
- ARMP;
- Chairperson of the Tender Board;
- SOPECAM.

Yaoundé

29 AOUT 2025

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Progrès
MINISTRE DE LA JUSTICE
ORDRE
Général des Affaires
NENG-ELANG
Marie Claire Dieudonné
Magistrat H H 1^{er} Groupe